L'urbanisation mondiale est irrépressible

Publication : mardi 1 novembre 2011 13:40

Libération, 1er novembre 2011

LIBÉRATION MARDI 1er NOVEMBRE 2011

TERRE 17

Le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur présente les moyens à mettre en œuvre pour accompagner la croissance des villes :

«L'urbanisation mondiale est irrépressible»

En 2025, 65% de la population mondiale vivra dans des villes, contre 50% actuellement. PHOTO BERTRAND DEBREUZ VU

Jean-Pierre Sueur, sénateur (PS) du Loiret, se définit comme un «amoureux des villes». Chargé par la délégation à la prospective du Sénat d'un rapport sur le futur urbain de la France (1), il a dressé un panorama mondial de la croissance des cités au moment où la planète vient de franchir le cap des 7 milliards d'habitants.

Pourquoi avoir traité des villes partout dans le monde ?

J'ai pensé qu'il était très important de ne pas se contenter à l'Hexagone, ni même à l'Europe. Dans mon rapport, des chercheurs ont fait des monographies de villes comme Téhéran, Damas, Helsinki, Wuxi (Chine), Buenos Aires, Los Angeles, Mexico, Le Caire, Tel-Aviv, Jakarta, etc. Il faut regarder un peu ce qui se passe dans le monde.

La réputation des villes, selon vous, est d'être le lieu de tous les malheurs...

Lorsqu'un crime est commis dans un village, il y a un coupable. Dans une banlieue, la banlieue devient criminogène. On impute à la ville tout ce qui va mal : la pollution, l'insécurité, l'hyperdensité, la promiscuité, les embouteillages... Mais les révolutions sont filles des villes. Ce qui se passe à Tunis ou au Caire, à Madrid ou à Athènes, se passe sur les places.

Aujourd'hui, 50% de la population mondiale vit dans les villes. Une proportion qui atteindra 65% en 2025. Certains disent qu'il faut empêcher les Africains de continuer à aller vers les villes. Voilà une belle idée de colonisateur ! Les gens veulent être là. Ce mouvement est irrépressible. Chaque jour, il y a 200 000 urbains de plus dans le monde. Une métropole. En France, tous les sept ans, la surface agricole qui disparaît équivaut à un département. Il ça, c'est vrai aux périphéries de la planète.

Faut-il faire alors des tours, la ville-monde des investisseurs internationaux ?

La ville-monde fascine. Shanghaï a une beauté, mais c'est la même qu'à Dubaï, à La Défense ou à New York. Le monde a tendance à boire, à manger, à même chose, à ressembler à même musique. N'allons-nous pas avoir une fabrique des villes mondialisée ? Il y a une beauté des formes hautes, malgré ce présupposé selon lequel seules les formes basses seraient convivables. Mais le fait que toutes les villes se ressemblent est très négatif.

La croissance urbaine mondiale ne génère-t-elle pas davantage des bidonvilles que des tours standardisées ?

Un milliard d'êtres humains vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. En 2025, il y en aura un milliard et demi. Dans le rapport, nous consacrons un chapitre à Damas. Les autorités ont décidé d'investir les bidonvilles et de les démolir. Mais même en Syrie, ça ne marche pas. La stratégie du bulldozer a échoué partout, ne serait-ce que parce que encaser tout le monde a un coût énorme. Il faut agir sur place : créer les réseaux d'eau et d'assainissement. Il faut refaire de l'habitat, souvent élargir un peu les rues. Enfin, mettre de l'activité et de la démocratie.

Avec quels moyens ?

Nous publions la liste des trente plus grandes zones urbaines du monde. En 2025, seulement quatre seront dans les pays développés. Dans beaucoup de ces espaces – Mexico, Bombay, Manille – l'urgent nécessaire pour agir n'existe pas sur place. On ne peut pas prélever un impôt de qui sortir de l'immobile. Il faut créer une agence de l'ONU dotée de moyens financiers, comme l'OMS [Organisation mondiale de la santé] ou la FAO [Organisation pour l'agriculture et l'alimentation], afin de sortir des programmes pour des dizaines de villes dans le monde. Sinon, nous aurons la multiplication des grand-communes, c'est-à-dire la logique du château fort face à la pauvreté.

Pensez-vous que la présence publique puisse encore agir sur les villes ?

Oui car, sinon, c'est renoncer à la politique. Ce rapport est un cri à la classe politique car son temps est court, les mandats durent cinq ou six ans. On est toujours dans le court terme, si bien qu'on enclut complètement du champ politique un projet pour les villes du futur. Le temps de la ville, c'est dix, vingt, trente, cinquante ans.

Recueilli par **SIBYLLE VINCENDON**

(1) «Villes du futur, futur des villes». Rapport d'information numéro 554.

LE LIVRE

À QUAND LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE ?

Fukushima aura au moins eu le mérite de provoquer une pléthore de livres sur l'énergie. Celui-ci explore de nouvelles questions telles que la place de la démocratie dans un système énergétique ultracentralisé ou la nouvelle géopolitique de ce secteur. Avant de conclure que sans révolution comportementale – sobriété et efficacité avant démesure et gâchis –, il n'y aura pas de révolution énergétique.

Sabine Roboredo, «Vers une nouvelle révolution énergétique», éditions La cavalier bleu.

VU DE STOCKHOLM

Par ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Le futur réchauffement climatique cause des frissons aux Suédois

Stockholm, capitale verte de l'UE ? C'était en 2010. La ville venait de remporter le titre, attribué pour la première fois par la Commission européenne. Un an plus tard, ses habitants déclarent : si réduire les émissions de CO_2 reste indispensable, il va falloir faire bien plus contre les changements climatiques. Y compris à Stockholm.

Dans une capitale où la température annuelle moyenne ne dépasse pas les 7 °C, le réchauffement pourrait avoir du bon. Mais le tableau dressé par le conseil régional de Stockholm, dans un rapport publié mi-octobre, est inquiétant. Pour faire simple, il décrète tout le continent du pire : augmentation des températures de 4 à 6 degrés d'ici le fin du siècle, inondations, augmentation des précipitations de 10 à 30%, averses violentes de plus en plus fréquentes ; mètre de neige, élévation du niveau de la mer de 30 à 50cm... Le rapport l'assume : la «mitigation» – c'est-à-dire la réduction des émissions – ne suffira pas. Il faut désormais penser à l'adaptation. Faut-il faire ses bagages ?

Lovisa Lagerblad, une des rédactrices, assure qu'«il n'y a aucune raison de s'inquiéter, du moment qu'on identifie les problèmes, qu'on leur trouve une solution et qu'on commence à préparer l'avenir». Pourtant, à moins d'agir très vite, les conséquences pourraient être dramatiques. Environ 140 hectares en bord de mer pourraient disparaître d'ici à la fin du siècle. Sans oublier les 3 500 bâtiments qui se trouvent dans des zones menacées par des glissements de terrain. Et en cas de montée du niveau de la mer et des cours d'eau, le réseau d'eau potable risque d'être menacé. Même cause pour certaines routes et voies ferroviaires.

Des périodes répétées de canicules pourraient aussi avoir des effets dévastateurs sur la santé des hommes et des animaux. Le conseil régional de Stockholm met en garde contre de nouvelles épidémies, une résurgence de l'encéphalite à tiques (TBE) et des bonifications. L'allongement des périodes de végétation risque de tourner au cauchemar pour les allergiques, dont 40% en Suède réagissent au pollen. Ne reste donc plus qu'à se préparer. Mettre les personnes à risque. Construire des digues, comme aux Pays-Bas. Adapter les bâtiments. Renforcer les réseaux de transport, d'électricité, d'eau potable... Et surtout, se rappeler que les changements sont irréversibles. Les habitants de Stockholm sont prévenus. ■

OGM Le groupe de chimie allemand BASF a demandé à l'UE l'autorisation de cultiver la Fortuna, patate génétiquement modifiée, destinée à l'alimentation humaine. La commercialisation est prévue pour 2014-2015.

POLLUTION L'air de Pékin atteindrait des niveaux de pollution «dangereux», selon l'ambassade américaine. Le ministère chinois de l'Environnement considère cette atmosphère comme «légèrement polluée».

Phoca PDF